



Loin de l'effervescence sélective des grandes associations humanitaires, à Anefgou ont meurt en silence

Comme en Kabylie lors des intempéries de l'an dernier, les amazighs des villages reculés du Haut Atlas vivent, chaque hiver, un véritable calvaire. En 2006, à Anefgou, l'hiver a tué 37 personnes, essentiellement des nourrissons, morts de froid, de faim et d'absence d'infrastructures médicales. Les routes menant à ces villages perchés à plus de 1600 mètres d'altitude, sont, faute de routes, inaccessibles, isolant ainsi davantage les populations les plus fragiles livrées à une mort certaine.

Pendant que les habitants mourraient de faim et de froid, le ministre marocain de la santé s'adonnait à des calculs d'épiciers et minimisait le drame des familles, réduisant les victimes à 11 personnes, comme si c'était là un nombre insignifiant. Cette ignominie de plus nous rappelle la douloureuse exhibition du certificat de scolarité de Massinissa Guermah, accusé par le sinistre Zerhouni de chômeur et de délinquant alors qu'il avait été assassiné par des criminels de la gendarmerie algérienne. Les villageois d'Anefgou, outrés d'être en plus traités de menteurs, avaient menacé de déterrer les corps pour confondre les propos mensongers du ministre marocain de la santé.

Acculés par le tapage médiatique fait autour du drame d'Anefgou, les représentants du Makhzen ont dû se déplacer sur les lieux « en hélicoptère » pour réitérer leurs éternelles fausses promesses. Ce n'est pas pour autant que les victimes ont été évacuées, et donc sauvées, par le même moyen de transport. Dans cette région, Chaque année, des jeunes femmes, sur le point de mettre au monde leurs enfants, meurent sur le dos du mulet qui les mène au dispensaire le plus proche. Dans cette région, il n'y a ni école, ni médecin. Il y a, à peine, un infirmier pour 4.300 habitants et le centre de santé le plus proche est à plus de 65 km.

Les diverses commissions du Makhzen, mises en place pour les besoins des médias, n'ont bien entendu rien changé à la situation des amazighs du Haut-Atlas. Six ans après le drame d'Anefgou de 2006, il n'y a toujours pas de centres de santé et toujours pas de routes alors que la région nécessite un désenclavement urgent. Le plus grave est que, sous prétexte de protéger l'environnement d'une déforestation de la région, les villageois, qui n'ont que le bois de leurs forêts pour se chauffer, n'ont pas le droit de s'y approvisionner sous peine de fortes amendes : c'est là une condamnation à mort qui ne dit pas son nom ; d'autant plus que l'on est en droit de se demander qui sont les responsables de cette déforestation ? Certainement pas les sociétés rurales qui ont toujours su vivre en harmonie avec leur environnement sans jamais lui nuire.

Anefgou est loin d'être une exception, beaucoup de villages, comme Tounfit et bien d'autres, souffrent du froid et sont scandaleusement réduits à compter leurs morts dans le silence, très loin de l'effervescence sélective des grandes associations humanitaires. Ni la Croix Rouge Internationale ni le Croissant Rouge Marocain n'ont trouvé utile de venir en aide à ces populations. Aussi, pendant que le Makhzen, premier responsable de ce drame, ignore royalement les régions amazighes du Haut Atlas, la solidarité citoyenne reprend ses droits ancestraux et s'organise pour parer à l'abandon criminel de l'Etat raciste du Maroc.

La Kabylie, qui ne peut rester indifférente face au drame récurrent que vivent ses frères amazighs du Haut-Atlas, condamne, par la voix du Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie, l'irresponsabilité et l'apartheid anti-amazigh du Makhzen, et appelle l'ensemble des amazighs et des personnes éprises de justice et d'équité à la solidarité avec la communauté Amazighe du Haut-Atlas. (Voir l'appel à solidarité pour Anefgou)

Par ailleurs, le MAK interpelle la communauté internationale sur l'injustice d'une aide humanitaire sélective et l'invite à adopter une position digne et responsable en venant au secours des sinistrés et à dénoncer l'attitude criminelle du Makhzen envers les Amazighs

Ces situations dramatiques dans lesquelles sont confinés les peuples Amazighs nous confortent dans la conviction que seule la prise en charge de leur destin est en mesure de garantir aux peuples amazighs la liberté, la prospérité et la sécurité.